



Assemblée générale

Distr. limitée
9 novembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Troisième Commission

Point 114 b) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Chine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe :
projet de résolution révisé

La mondialisation et ses effets sur le plein exercice des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et exprimant en particulier la nécessité de réaliser la coopération internationale en vue de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993²,

¹ Résolution 217 A (III).

² A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

Rappelant également le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³ et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³,

Rappelant en outre la Déclaration sur le droit au développement qu'elle a adoptée par sa résolution 41/128 du 4 décembre 1986,

Rappelant la Déclaration du Millénaire des Nations Unies⁴ et les documents finals des vingt-troisième⁵ et vingt-quatrième⁶ sessions extraordinaires de l'Assemblée générale tenues respectivement à New York du 5 au 10 juin 2000 et à Genève du 26 juin au 1er juillet 2000,

Considérant que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et étroitement liés, et que la communauté internationale doit avoir une vision mondiale des droits de l'homme, les traiter de la même manière, les mettre sur un pied d'égalité et leur accorder le même poids,

Consciente que la mondialisation a des effets différents selon les pays et qu'elle rend ceux-ci plus exposés à la conjoncture extérieure, positive aussi bien que négative, y compris dans le domaine des droits de l'homme,

Consciente également que la mondialisation n'est pas simplement un processus économique mais aussi un phénomène ayant des dimensions d'ordre social, politique, environnemental, culturel et juridique qui ont une incidence sur le plein exercice des droits de l'homme,

Considérant que les mécanismes multilatéraux ont un rôle unique à jouer pour ce qui est de relever les défis que présente la mondialisation et d'exploiter les possibilités qu'elle offre,

Préoccupée par l'impact négatif des turbulences financières internationales sur le développement social et économique et sur le plein exercice de tous les droits de l'homme,

Constatant avec une vive inquiétude que l'écart croissant entre les pays développés et les pays en développement et à l'intérieur des pays a, entre autres, contribué à accroître la pauvreté et affecté, dans les pays en développement surtout, le plein exercice de tous les droits de l'homme,

Notant que les êtres humains aspirent à un monde respectueux des droits de l'homme et de la diversité des cultures et, à cet égard, s'emploient à faire en sorte que toutes les activités, y compris celles que touche la mondialisation, soient compatibles avec leurs aspirations,

1. *Estime* qu'alors que la mondialisation, en raison de son impact notamment sur le rôle de l'État, peut avoir une incidence sur les droits de l'homme, c'est à l'État qu'incombe au premier chef la responsabilité de défendre et protéger les droits de l'homme;

2. *Réaffirme* que combler le fossé qui sépare riches et pauvres, dans les pays mêmes et entre les divers pays, est aux plans national et international l'un des ob-

³ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.

⁴ Résolution 55/2.

⁵ Résolution S-23/2.

⁶ Résolution S-24/2.

jectifs exprès de l'action visant à créer les conditions qui permettent le plein exercice de tous les droits de l'homme;

3. *Réaffirme en outre* la nécessité de créer, aux échelons aussi bien national que mondial, un environnement propice au développement et à l'élimination de la pauvreté grâce, entre autres, à une bonne gouvernance dans chaque pays et au plan international, à la transparence des systèmes financier, monétaire et commercial et à la mise en oeuvre d'un système commercial multilatéral et d'un système financier ouverts, équitables, fondés sur des règles, prévisibles et non-discriminatoires;

4. *Reconnaît* que si la mondialisation offre de grandes possibilités, ses avantages sont très inégalement partagés et ses coûts inégalement répartis, aspect du processus qui affecte le plein exercice de tous les droits de l'homme, particulièrement dans les pays en développement;

5. *Reconnaît également* que c'est seulement au moyen d'efforts larges et soutenus, et notamment de politiques et de mesures visant, au plan mondial, à créer un avenir commun fondé sur notre humanité commune dans toute sa diversité que la mondialisation peut devenir pleinement inclusive et équitable et acquérir un visage humain et contribuer ainsi au plein exercice de tous les droits de l'homme;

6. *Affirme* que la mondialisation est un processus complexe de transformation structurelle, comportant de nombreux aspects interdisciplinaires et ayant une incidence sur l'exercice des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que sur le droit au développement;

7. *Affirme en outre* que la communauté internationale doit s'efforcer de relever les défis que pose et les possibilités qu'offre la mondialisation de manière à garantir le respect de la diversité culturelle de tous;

8. *Souligne* en conséquence qu'il importe de continuer à analyser les effets de la mondialisation sur le plein exercice des droits de l'homme;

9. *Prend acte* du rapport préliminaire du Secrétaire général sur la mondialisation et son incidence sur le plein exercice des droits de l'homme⁷, et prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-sixième session, en tenant compte des différentes vues exprimées par les États Membres, un rapport complet sur la question.

⁷ A/55/342.